

L'enjeu politique de la crise climatique et de celle de la biodiversité - Transition vers le capitalisme vert ou rupture avec le « marché » ?

mercredi 5 septembre 2018, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 26 août 2018).

Texte rédigé à l'intention du comité thématique sur l'environnement de Québec solidaire.

Sommaire

- [Crise ultime de la civilisation](#)
- [L'ogre capitaliste dévore la](#)
- [Le capitalisme vert, stade](#)
- [Le défi du capitalisme vert](#)
- [La « décroissance », idéologie](#)
- [Le plein emploi écologique est](#)
- [Indépendance nationaliste ou](#)
- [Un plan de transition structur](#)
- [Imiter par la gauche la \(...\)](#)
- [Baisser la cible GES tout en](#)
- [Un défi pour la gauche anticap](#)

On savait par l'actualité que la crise climatique et celle de la biodiversité frappent durement les petits États du Pacifique que la mer est en train de submerger, que les moussons de forces jamais vues ravagent l'Asie du Sud, que les Philippines sont dévastées par des typhons que l'histoire n'a jamais connus, que l'Afrique s'assèche et se désertifie à un rythme dévastateur, que le Grand Nord voit fondre ses glaces et amollir ses sols au point de menacer le mode de vie de ses habitants. Mais dans les zones tempérées où s'agglutinent la grande majorité des pays impérialistes qui comptent, à part quelques canicules qui n'ont pas que des désavantages pour ceux et celles ayant l'air climatisé et qui sont en moyen de prendre des vacances, des feux de forêts et quelques inondations plus fréquents frappant quelques malchanceux, et un peu d'érosion des côtes, mais quand même de sérieux ouragans ayant frappé les ÉU... mais ils sont riches et puissants, tout allait très bien madame la marquise. Puis vint la grande canicule de l'hémisphère Nord de l'été 2018.

L'urgence de la situation s'impose dorénavant aux peuples au centre du système capitaliste lesquels pouvaient encore se croire à l'abri. Bien qu'il y ait encore quelques négationnistes et quelques zen de l'adaptation heureuse, l'inquiétude de la majorité attend une réponse convaincante. Et voilà que l'on leur sert sur un plat de matraquage médiatique le capitalisme vert et son idéologie de la décroissance. Est-ce la réponse ultime de cette civilisation, mue par la division de l'humanité en classes sociales, née lors de la fin de la dernière ère glaciaire ? Veut-elle sur les mêmes bases de l'exploitation et des oppressions pour piller plus systématiquement la nature se perpétuer au-delà de la menace de rupture de l'idéal écosystème tempéré, appelé holocène, qui a favorisé son éclosion ?

Le débat à propos de cette question cruciale pour la survie de l'humanité pourrait avoir lieu dans des conditions idéales dans le contexte des élections québécoises du 1^{er} octobre prochain. Cette petite nation n'est pas pour l'instant confrontée à une crise économique. Au contraire, elle s'interroge sur un trop plein d'emplois, aux conditions de travail très variables il est vrai, qu'elle n'arrive pas à combler. Elle n'est pas déchirée par une aventure guerrière ou confrontée à un flux de réfugiés qui font grimper aux rideaux les nationalistes identitaires. Pourquoi alors son seul parti de gauche crédible, Québec solidaire, dans cette conjoncture momentanément apaisée ne tire-t-il pas avantage de l'écoute dont il jouit pour récuser le capitalisme vert au profit du socialisme du plein emploi écologique ? C'est le temps ou jamais d'en parler.

Crise ultime de la civilisation portée à son paroxysme que l'humanité essaie de nier

L'été caniculaire 2018 de l'hémisphère nord pose plus que jamais l'urgence pour toute l'humanité, car la crise climatique ne se résout qu'à ce niveau, de mobiliser toutes les sociétés nationales, car celle universelle n'est qu'embryonnaire, bien au-delà de ce que fut la mobilisation des économies nationales lors de la Deuxième guerre mondiale. Il ne s'agit plus d'un destructeur affrontement titanesque pour savoir qui conquerra l'hégémonie mondiale. Il s'agit d'une ultime tentative, après les échecs révolutionnaires du XXI^e siècle, de métamorphoser la civilisation issue de la révolution néolithique qui avait paradoxalement résolu la crise de l'humanité primitive due au massacre de la mégafaune [1]. Cette grandiose tâche historique doit la débarrasser des tares de l'exploitation par les pharaons et les rois-soleil jusqu'aux magnats de la finance et des oppressions esclavagistes et tributaires jusqu'au rabaissement de toutes celles et ceux qui ne sont pas de riches mâles blancs [2]. Le déploiement des contradictions de la révolution néolithique ont causé une déforestation massive, un épuisement des sols de sous-continent entiers et une hécatombe des animaux exotiques, à fourrure et fournissant du combustible. Le capitalisme, récemment apparu en termes historiques, par sa capacité de révolution continue des forces productives et celles destructives, a poussé ce pillage à la limite de l'effondrement de l'écosystème terrestre.

Comme bien souvent il arrive devant l'inéluctable catastrophe, on peut la nier ou l'ignorer. Toujours le syndrome de cet éléphant dans la pièce. Les secteurs les plus réactionnaires du capital en profitent pour constituer un camp négationniste. Mais les faits commencent à les peindre dans le coin. Une forme plus subtile d'acceptation zen de l'inévitable consiste à capituler face à la lutte climatique pour plutôt donner la priorité à l'adaptation, à laquelle il faut bien sûr accorder toute l'attention nécessaire étant donné le retard pris. Ces adeptes zen des pays impérialistes de la zone tempérée et nordique prétendent que les effets négatifs se combineront aux effets positifs [3]. Au diable les peuples du Sud et de l'Arctique qui en prennent déjà plein la gueule. Fermera-t-on nos frontières aux réfugiés du climat venus du Sud et de ses guerres ? Qui aura les moyens de se protéger des effets de la chaleur et des catastrophes ? La bourgeoisie ou le prolétariat ? Qui pourra fuir Montréal vers la Côte-Nord et la Haute-Gaspésie et y établir les nouvelles érablières et fermes ? S'intensifiera la lutte de tous contre toutes pour cette fois-ci la survie. Et ces prédictions jovialistes du think tank néolibéral Ouranos que vaudront-elles quand le réchauffement dépassera les deux degrés centigrades ou même le 1.5 degré (on en est déjà à 1 degré) ?

La catastrophe a été prévue depuis quarante ans. Les puissances de ce monde, acculées par la science, par les États éminemment menacés et par le mouvement écologique, ont admis des cibles peut-être adéquates de hausse maximum de température terrestre à l'horizon 2100 (2°C tendant vers 1.5°C). Mais elles refusent de s'engager par un plan d'action à la hauteur pour les atteindre. Pire, elles se sont mises à reculer sur leurs engagements en commençant par les ÉU auxquels le Canada et le Québec emboîtent le pas [4]. Comment expliquer cet « Après moi, le déluge » ? Comme

l'explication ne relève ni du manque de connaissance ni de l'effet surprise, elle ne peut que s'enraciner dans les lois fondamentales du capitalisme. La loi de la concurrence entre capitaux privés pour maximiser les profits, loi d'airain fondamental du capitalisme néolibéral ou social-démocrate, entraîne inexorablement l'accumulation exponentielle du capital. La conquête et le contrôle des marchés en résultant a donné les guerres (néo-)coloniales et impérialistes lesquelles sont les priorités des hauteurs stratégiques capitalistes et accaparent les ressources essentielles du capital. Son corollaire de développement scientifique et technologique dans cette perspective a abouti à la consommation de masse et aux armes de destruction massive.

L'ogre capitaliste dévore la planète après avoir mangé ses enfants

Dans son cheminement historique le capitalisme a jusqu'ici contré et même récupéré la résistance y compris révolutionnaire. Le principal moyen pour y arriver a été d'abord le nationalisme guerrier, avec son cortège de misère et viol aux dépend des femmes et des enfants, des grandes et petites puissances — pensons aux guerres mondiales et à celles coloniales — lequel a nécessairement engendré un alter ego de l'opprimé et du conquis — pensons aux résistances et aux guerres anti-coloniales. Après l'Holocauste et l'Hiroshima de la Deuxième guerre mondiale, cette arme idéologique s'est émoussée. Idéologiquement désarmé et menacé par la montée révolutionnaire, le capital a dû concéder l'État providence. Dans ce cadre il a mis au premier rang de la récupération idéologique, à l'ombre de l'anti-communiste guerre froide, la consommation de masse, où l'accumulation de produits dit durables et de valeurs mobilières imite celle du capital, et la société du divertissement. On reconnaît là le pain et les jeux de l'Empire romain. Ce sont des moyens autrement plus puissants car ils sont incrustés directement dans le tissu économique. Toutefois, une fois épuisés les importants gains de productivité dérivés de l'économie de guerre (et les hauts taux de profit concomitants), ces nouveaux moyens récupérateurs se sont révélés antinomiques vis-à-vis l'extorsion de plus-value, cœur du capitalisme.

Le taux de profit, indicateur suprême, déclinait. Le coup fourré néolibéral du tournant des années 1980 qui a instauré une austérité des salaires, des programmes sociaux et des services publics, et les programmes d'ajustement structurel dans les pays dépendants, l'a rétabli contre un prolétariat tétanisé par l'orgie consummatrice, la dépendance envers le bureaucratique État-providence et la propagande anti-communiste. Le prix en a été une cassure de la hausse de la productivité dans les pays du vieil impérialisme faute de croissance nécessaire, ce qui a entraîné un taux d'investissement à la baisse. Jusqu'à la crise de 2008, cette contradiction fut compensée par un endettement généralisé pour maintenir une suffisante demande solvable comblée par la production des pays émergents, surtout la Chine, combinant bas salaires et hausse de productivité. Le tout était lissé par la financiarisation de l'économie mondiale [5] au bénéfice de l'impérialisme surtout celui anglo-saxon (Wall Street, la City) dont le contrôle de la finance mondiale leur permet de vivre aux dépens d'autrui.

La crise de 2008 (et les défaites militaires de l'impérialisme étasunien au Moyen-Orient) a cassé ce montage déséquilibré reposant sur l'endettement tant des États et des entreprises, financières et non financières, que des ménages. Toutefois, faute de système alternatif soutenu par un nouvel impérialisme assez fort tant économiquement que militairement, sans parler d'une alternative prolétarienne aux abonnés absents, il tient toujours comme un château de cartes tout en sombrant dans le chaos :

"Quatre grands thèmes se dégagent [...de] l'après 2008. Le premier était la réaction immédiate après la crise, au cours de laquelle les banques ont été secourues et les pressions financières et fiscales ont été assouplies. La deuxième a été la crise de la zone euro, qui a frappé le plus durement

la Grèce et l'Irlande, mais a également touché le Portugal, l'Italie et l'Espagne. Le troisième était le passage du monde développé après 2010 à une politique budgétaire plus austère. Le quatrième était la montée de la politique populiste en Europe et en Amérique. [...]

La défaillance la plus dangereuse réside peut-être dans la réticence à traiter des problèmes qui sont au cœur du système et qui persistent aujourd'hui. Le secteur financier, qui a provoqué la crise, semble remarquablement inchangé. [...] Quiconque s'est endormi en 2006 et s'est levé pour regarder les marchés financiers aujourd'hui n'aurait aucune idée de la crise. Les cours des actions en Amérique ont à maintes reprises atteint de nouveaux sommets et les indicateurs n'ont été dépassés que lors des périodes de bulle de 1929 et 2000. Les taux d'intérêt payés par les gouvernements et les sociétés pour emprunter de l'argent sont très bas par rapport aux niveaux historiques. Au niveau mondial, le montant de la dette par rapport au PIB est à peu près aussi élevé qu'avant la crise. [...]

Le grand changement a été dans l'humeur du public. L'idée que les marchés, livrés à eux-mêmes, allouent efficacement et équitablement les ressources, avait suscité l'adhésion des années 90 et du début des années 2000. [...] Maintenant, ces politiciens de terrain [de centre-droit et de centre-gauche, NDLR] sont absents alors que les électeurs se tournent vers l'extrême gauche et la droite nationaliste. [...] Ces points de vue se manifestent dans les chiffres : le commerce mondial a cessé de croître beaucoup plus rapidement que le PIB, comme avant la crise. [...]

Les banques centrales ont mis fin à une crise cardiaque économique mondiale en effectuant une intervention chirurgicale d'urgence. Mais le patient a repris ses anciennes habitudes de fumer, de boire beaucoup et de se gaver d'aliments gras. Il a peut-être l'air en bonne santé maintenant. Mais la prochaine attaque pourrait être encore plus grave et les techniques médicales qui ont fonctionné il y a dix ans pourraient ne pas réussir une seconde fois [6]."

Le capitalisme vert, stade suprême du capitalisme impérialiste

Les hauteurs stratégiques capitalistes sont tout à fait conscientes de vivre sur un baril de poudre. Elles cherchent à enclencher un système alternatif, le capitalisme vert. Celui-ci redémarrerait en grande l'accumulation du capital, ce qu'avait accompli le complexe auto-bungalow-pétrole après la Deuxième guerre mondiale et que l'économie électronique n'a pas pu remplacer comme noyau moteur de la consommation de masse. Toutefois ce capitalisme vert devrait aussi résoudre à sa manière les crises du climat et de la biodiversité. Ces stratèges qui cogitent dans les think tanks, fondations, entreprises de consultation, ministères et ces décideurs du haut capital qui cherchent des consensus à Davos réalisent tout à fait que les plans nationaux des Accords de Paris sont complètement inadéquats pour atteindre les objectifs de température prévus par ces accords. Cette contradiction béante découle de la contrainte de la rentabilisation des capitaux irrécupérables (sunk capital) autrement que par leur utilisation jusqu'à leur amortissement. Inutile de souligner l'importance de ce type de capital pour le complexe auto-bungalow-pétrole particulièrement en ce qui concerne les réserves d'hydrocarbures, surtout le pétrole dont 80 à 90% des réserves comptabilisées dans le bilan des pétrolières devraient rester dans le sol, et évidemment 100% des réserves à découvrir et à confirmer y compris celles québécoises.

Cette contrainte, les stratèges capitalistes s'efforcent de la retourner comme un gant à leur avantage en créant un lucratif nouveau champ d'accumulation qui suppose un dépassement important des cibles de température, le temps de récupérer leur capital. Dans une première étape, il s'agit de graduellement capter les émissions de CO₂ des raffineries et des centrales électriques fonctionnant aux hydrocarbures pour les enfouir à grands frais sous terre [7]. En même temps, on

veut très graduellement électrifier les transports qui resteraient axés sur l'automobile idéalement autonome, en propriété privée pour les classes assez riches et sous forme de taxi sans chauffeur, dite autopartage, pour les autres ce que récupèrent déjà les constructeurs automobiles [8].

Quant aux transports collectifs sous-traités en PPP ils seraient construits autant que possible sous terre, telle la ligne de métro « rose » proposée par la Ville de Montréal, et surélevés, tel le train aérien REM propriété de la Caisse de dépôt et de placement du Québec mais largement subventionné. Ainsi le capital financier ajoute à son éventail les lucratifs et sans risque infrastructures pendant que leurs compères de la construction et manufacturiers s'engraissent de juteux contrats lubrifiés par la corruption. Cette combinaison évite de nuire à la circulation automobile sur terre et surtout accélère la circulation des marchandises en milieu urbain en allégeant la congestion. Cette stratégie suppose un transfert graduel de la production d'électricité vers l'hydroélectricité, déjà accompli au Québec, vers le nucléaire mais aussi vers les centrales solaires, les champs éoliens et vers l'autoproduction solaire voltaïque.

Le transport à longue distance des marchandises comme du tourisme de masse en croissance rapide, tout en étant refaçonné pour accommoder de nouvelles hégémonies ne remettrait pas en cause le dogme central du libre-échange opposant une circulation contrôlée de la main d'œuvre et la fluide mobilité du capital ce qui garantit la domination mondiale de ce dernier. (Mais le capital devra composer avec le protectionnisme dérivé des rivalités inter impérialistes.) Si son électrification s'avère technologiquement hors de portée, les bio-carburants s'imposeront au détriment de l'agriculture nourricière. Adieu souveraineté alimentaire, bio-agriculture et circuits courts qui n'auront qu'un attrait élitiste.

Dans une seconde étape, resterait à mettre les bouchées doubles en épongeant les GES de trop dans l'atmosphère sans en émettre de supplémentaire, le tout en utilisant de nouvelles technologies, dites de géo-ingénierie [9], non encore éprouvées, fort dispendieuses et très risquées. Le cœur de ces dernières sont les BECCS :

« ...il faudrait miser sur le déploiement massif de technologies ou approches dites "d'émissions négatives" à l'aide de procéder de captage et de stockage du carbone émis (Bio-Energy Carbon Capture and Storage (BECCS) en anglais). En clair, cette approche préconise de faire une culture massive de biomasse (p. ex. arbres), de récolter, puis de brûler en centrale cette biomasse pour produire de l'énergie, de capter les émissions de carbone à la cheminée, puis, et c'est principalement là que le bât blesse, de procéder à un stockage du carbone capté dans des cavités souterraine pendant des millénaires. Pour arriver à atteindre l'objectif de stabilisation à 2 oC, des scénarios typiques proposent qu'une superficie d'une à deux fois la taille de l'Inde soit plantée de biomasse. Alors que les technologies d'émissions négatives sont encore très spéculatives, car aucune technologie n'a démontré son efficacité sur le long terme, celles-ci laisse présager une compensation des émissions actuelles de GES et permettent aux économistes néolibérales de proposer aux gouvernants des scénarios faussement rassurants [10]. »

Les connaissances scientifiques ont déjà réfuté la plausibilité de ce scénario du grand rattrapage sans compter qu'il se ferait au détriment des terres paysannes et autochtones et de leur savoir ancestral et traditionnel, au cœur de « l'accumulation par dépossession ». Une fois franchis les points de bascule, seront déclenchées des rétroactions qui amplifieront l'effet de serre, telles l'effet d'albédo par la fonte de la glace de l'océan Arctique, la fonte du permafrost arctique terrestre et océanique, la capacité de l'océan d'emmagasiner gaz carbonique (45%) et chaleur (plus de 90% [11]) au détriment de son propre écosystème, un des piliers de l'écosystème terrestre, le rétrécissement des forêts en particulier par l'augmentation des incendies et surtout la fonte des glaciers groenlandais et antarctiques déjà bien entamée [12]. L'humanité peut bien sûr continuer à ignorer le principe de précaution pour jouer à la roulette russe en spéculant que les points de bascule sont

encore loin ou que les rythmes de rétroaction seront lents une fois ceux-ci franchis. Mais jusqu'ici, la réalité par exemple de la fonte de la banquise arctique et des glaciers tout comme l'écologie des océans, à laquelle il faut ajouter la pollution surtout des plastiques, suggère le contraire.

Le défi du capitalisme vert : l'ampleur des tâches improductives

Le régime d'accumulation du capitalisme vert exige cependant de ne plus mettre l'emphase ni sur la consommation populaire ni sur les services publics. Le but de sa production est à la fois de ralentir la progression du réchauffement climatique et celle de la sixième grande extinction des espèces et de protéger de ses effets la population, à géométrie variable selon le niveau de richesse et de pouvoir sans rejeter l'option d'une bureaucratie et répressive politique de contrôle des naissances. En même temps ce régime requiert l'embrigadement du prolétariat pour non seulement assurer la reproduction minimum de sa propre force de travail et celle luxueuse des élites mais aussi pour accomplir les gigantesques travaux climatiques et biologiques requis par la géo-ingénierie.

La rentabilité de ce régime d'accumulation étire au maximum l'élasticité de la démocratie représentative qui doit assurer la hausse comme jamais du taux d'exploitation pour venir à bout des immenses tâches improductives mais absolument nécessaires du capitalisme vert. En plus, cette démocratie doit dresser des murs contre les « hordes » migratoires du Sud, déjà fragilisées par la sur-exploitation impérialiste, frappées plus durement par les catastrophes climatiques, telles inondations, sécheresses, canicules extrêmes et hausse du niveau des mers, et les guerres et mouvements migratoires en découlant alors que le Nord impérialiste en est pourtant le premier responsable comme le plus grand émetteur historique de GES.

C'est là un pari difficile à tenir paraissant même impossible. D'autant plus que ce nouveau régime d'accumulation serait plus directement politique puisque ce n'est plus la consommation qui ferait rouler l'économie mais le contribuable populaire qui rémunérerait cette géo-ingénierie gargantuesques par l'intermédiaire de l'État sous forme de PPP et autres mécanismes de sous-traitance. Il se pourrait même que ce capitalisme vert annonce un nouveau mode d'exploitation plus directement politique comme l'étaient ceux pré-capitalistes. Cette fois-ci on ne craindrait plus Dieu mais on se maudirait comme humanité irresponsable devant expier ses péchés. Un échec à cet égard de la part des stratèges capitalistes signifierait d'encore hausser le niveau des tâches improductives en y ajoutant une panoplie de tâches répressives qui en plus d'être directement coûteuses ébranlerait l'adhésion au régime. Comme les forces de production d'aujourd'hui ont davantage recours au cerveau qu'aux bras, ce qui exige une soumission non seulement du corps mais aussi de l'esprit, il s'ensuivrait une baisse de la productivité du travail et de la qualité de la recherche-développement.

La droite réactionnaire, qui commence à se réconcilier avec la réalité de la crise climatique tellement elle devient évidente, n'a pas de temps à perdre avec le maintien de la démocratie représentative. Elle est prête à passer sans plus tarder au fascisme vert reposant sur le racisme, la xénophobie, le sexisme [13], lequel fascisme à terme éliminerait une partie significative de l'humanité. Toutefois, comme le désastreux socialisme du XXI^e siècle a cassé les reins de l'option de la révolution qui ne s'en est pas encore remis — la débandade de l'andine « révolution du XXI^e siècle » en rajoute —, du point de vue du capital centralisé le fascisme ne compenserait pas ses inconvénients par une utilité politique vitale sauf cas particuliers. En découle l'élaboration par le capitalisme vert d'une nouvelle idéologie, pour assurer son hégémonie sur le peuple qui soit assez forte pour lui faire consentir à une baisse de son niveau de vie. Entre en scène pour ce faire l'idéologie de la décroissance.

La « décroissance », idéologie du capitalisme vert

La vague de chaleur de l'été 2018 qui a affecté l'ensemble des pays impérialistes a créé un climat, c'est le cas de le dire, de réceptivité tout à fait propice pour propager cette idéologie. Les médias québécois se sont mis de la partie. Les quatre capsules vidéos de Radio-Canada sur le sujet [14] permettent d'en comprendre toute la force idéologique anticapitaliste qui contraste avec la portée pratique sans conséquence politique autre que quelques vœux pieux. Les idéologues capitalistes ont réalisé que la profonde déconfiture révolutionnaire du prolétariat, mise en lumière par les défaites crève-cœur des soulèvements arabes et autres de 2011-2012, et auparavant par la contradiction entre la radicalité du discours altermondialiste et le réformisme modéré de ses prescriptions, rend possible la récupération de la thématique anticapitaliste tout en assurant sa disjonction avec le terrain politique.

On peut prendre comme cible l'accumulation du capital puis vouer aux gémonies l'entreprise privée et sa recherche de profits, l'obsolescence programmée et promouvoir la réduction du temps de travail (mais sans mentionner le maintien du pouvoir d'achat ce qui n'est pas innocent). Revers de la médaille, tout en se dédouanant par une allusion ou deux à la nécessité de moyens collectifs socio-économiques mais s'en jamais se référer à ceux politiques, on promeut une panoplie archi-détaillée de moyens individuels seulement liés à la consommation. Ne trouvent même pas grâce ceux liés à la production (par ex. l'agriculture urbaine, les liens directs agriculteurs-consommateurs, même des villages modèles ... [15]) qui ont une valeur démonstrative en autant qu'ils ne se substituent pas à une politique anticapitaliste qui créerait les conditions de leur généralisation. Ces projets de démonstration ont certainement leur place dans un front pour le plein emploi écologique. Mais ils sont facilement récupérables par le capitalisme vert.

On remarque que cette décroissance, aussi promue par des courants du mouvement écologique [16], laisse entendre qu'elle s'applique à l'ensemble des produits et services de même qu'à tous et toutes dans tous les domaines comme si l'ensemble des besoins humains de base étaient comblés partout. *Grosso modo*, la décroissance des classes riches s'impose certes dans à peu près tous les domaines, celle des dites classes moyennes pour un grand nombre de produits dont les VUS, maisons surdimensionnées et gadgets électroniques et celles des classes pauvres, les plus nombreuses dans les pays dépendants, dans à peu près aucun domaine. Et encore là ce serait rester à la surface des choses car le problème de fond est la structure de la consommation imposée par les multinationales, particulièrement en urbanisme et transport centrés sur l'auto privée et en habitation sur la maison individuelle, de même que sa qualité carburant à l'obsolescence programmée et sur la mode. Finalement, l'idéologie de la décroissance a beau avoir un aspect anticapitaliste, elle se révèle en bout de course moins radicale que le réformisme le plus conséquent par exemple des Bill McKibben [17] et des Naomi Klein [18] lequel se situe carrément sur le terrain politique.

L'effet réel de cette idéologie résulte en l'acceptation permanente de l'austérité. Au-delà, elle amène le consommateur à pro-activement favoriser l'austérité de sa propre consommation. Comme l'organisation sociale ne s'y prête pas, elle l'oblige à y consacrer un temps important ce qui n'est pas à la portée des familles avec enfants et des personnes à mobilité restreinte tout en responsabilisant indûment les femmes. C'est ce consentement aliéné à l'austérité qui rendrait compatible le capitalisme vert avec la démocratie représentative. « Politiquement, cela se traduit souvent par une sorte de social-démocratie verte et une alliance avec la fraction la plus "verte" des classes dominantes. Certaines organisations nationales québécoises glorifient très ouvertement le "dialogue social" avec les gouvernements Trudeau et Couillard ainsi que la collaboration avec la Caisse de dépôt dans le projet du REM. Sans parler du marché du carbone, dont ils sont parmi les plus grands défenseurs. » [19] On reconnaît dans ce dialogue un renouveau des « fronts populaires », stratégie qui a fait le malheur du « socialisme du XXI^e siècle ». Est-ce à dire qu'il faille capituler à la stratégie

aliénante de la consommation de masse avec dettes du capitalisme néolibéral reprise de celle avec hausse de salaires en lieu de baisse du temps de travail du capitalisme de l'État providence ?

Le plein emploi écologique est le nouveau socialisme

Il s'agit de faire la part des choses : décroissance et même suppression de la production d'armement, de la publicité / marketing, des gadgets électroniques, des « chars », des maisons unifamiliales au moins en milieu urbain, de l'agro-industrie, de l'obsolescence programmée. Mais croissance des services publics intrinsèquement peu énergivores et créateurs de liens sociaux, du transport collectif électrifié gratuit et de son complément d'auto-partage communautaire, de moyens d'économiser l'énergie complétés par l'énergie solaire et éolienne, d'agriculture biologique intégrant ville et campagne, d'urbanisation piétonnière et cyclable, d'échanges par des circuits courts...

Syndicalement parlant, la priorité est à donner à la diminution du temps de travail tout en préservant le pouvoir d'achat et les conditions de travail, et non à l'augmentation des salaires sauf pour les bas salariés, et à l'augmentation des services publics gratuits comprenant le transport collectif, l'électricité de base, l'internet, les garderies et l'éducation, et graduellement le logement et la nourriture de base.

C'est ça ou on crève de chaleur ou on périt dans des catastrophes et des guerres. Il faut choisir et vite car la masse de réfugiés générés par le capitalisme néolibéral et ses catastrophes cognent déjà à nos portes. On les accueille à coups de barrières à la Trump / Orban / Netanyahou ou par un projet de société de plein emploi écologique capable d'absorber leur intégration en plus du chômage et de la suppression des emplois anti sociaux et anti écologiques laquelle sera relativement importante.

Ce projet, il ne faut pas craindre de le nommer socialiste, vocable qui a contribué à donner des millions de votes à Bernie Sanders en 2016. Dans un contexte historique donné, comme l'Amérique du Nord impérialiste en 2018, ce mot a une puissance d'évocation, une portée symbolique autrement plus puissante que « populaire », le slogan électoral Solidaire. Se dire socialiste au Québec en ce moment c'est affirmer qu'on est contre le capitalisme, qu'on est pour une démocratie large incluant l'économie d'où la socialisation (contrôle populaire) de ses secteurs stratégiques (finances, énergie, principaux moyens de transport, richesses naturelles).

Ainsi, un Québec indépendant aura les moyens économiques et politiques de se mettre en mouvement pour le plein emploi écologique... et d'entraîner les autres comme les femmes du Québec l'ont fait de 1995 à 2000 pour la Marche mondiale des femmes. Une petite nation peut jouer un rôle mondial quand elle est peu lestée par des facteurs blockadia (pas de production d'hydrocarbures, pas d'industrie d'assemblage automobile) et favorisée par les facteurs alternativa (surplus d'hydroélectricité, industrie des moyens collectifs de transport). Ceci dit, il reste plein d'espace pour des débats cruciaux de stratégies (réformisme ou révolution), d'alliances (la place de la PME qui n'ont pas à disparaître en autant qu'ils se soumettent à la planification démocratique...) et de structures (la place du marché, la place et les formes de la démocratie représentative et participative, l'importance de l'État, le rythme de son extinction et de la socialisation de ses tâches socialement utiles).

Indépendance nationaliste ou projet de société indépendantiste ?

On aboutit ainsi à un projet de société sans lequel l'indépendance est une machine tournant à vide, avec ou sans constituante. J'ai déjà tenté de l'esquisser [20]. Un projet de société ne se ratatine pas à un slogan genre « Un Québec indépendant, égalitaire, féministe et écologiste » ou à une liste sans priorisation ni plan de combat appelée programme ou plateforme et encore moins à quelques populaires engagements ciblés qu'un capitalisme néolibéral, certes critiqué mais non rejeté, pris dans l'étau de l'acharnée compétition du marché mondial ne saurait livrer.

Le collectif Option nationale, devenu leader Solidaire dans la région de Québec, a produit pour la Fête nationale du 24 juin une vidéo nostalgique qui véhicule une libération nationale très nationaliste découplée de toute émancipation sociale. Ce découplage ne correspond pas à la vérité de l'époque, celle de la pré-révolutionnaire grève générale de 1972. Par les images se référant au PQ, de surcroît associée à celles de Québec solidaire, la vidéo crée une continuité qui devrait être une rupture. Car le PQ a été le fossoyeur électoraliste de cette décennie 1966-1976 où le prolétariat, en tentant de rompre son alliance de la dite révolution tranquille (1960-1966) avec la petite-bourgeoisie, avait l'initiative politique. Aujourd'hui, cette liaison stratégique entre libération et émancipation, sans laquelle l'indépendance ne peut vaincre, se moule dans l'urgence écologique du socialisme du plein emploi écologique.

Un plan de transition structuré par le marché du carbone et par la prééminences des « chars »

Pour arriver à ce projet de société reste ce plan de transition promis mais non encore déballé que la militance Solidaire aura à peine le temps d'assimiler et encore moins d'expliquer. On sait déjà que ce plan sera principalement financé par le capital financier, qui ne prête qu'à condition de respecter le cadre du capitalisme vert, à son taux jaugé selon son estimation du « risque » et qui exige l'austérité comme garanti de remboursement [21]. Pourquoi s'en remettre à la finance ? Parce que « chez QS, on n'a pas le dogme des déficits » et « [d]es hausses d'impôt ne sont pas privilégiées ». On sait aussi que ce plan respectera la prééminence des « chars » pour ne pas « faire peur au monde » [22] comme si l'alternative du transport collectif gratuit, électrifié, abondant et confortable, complété par un service d'autopartage communautaire, n'était pas en mesure de séduire les automobilistes qui le sont le plus souvent par obligation et non par choix.

Et que dire du fait que la direction du parti en invoquant une inexistante « urgence » prévue par les statuts, contre son propre programme, a capitulé face au marché du carbone, forme d'écotaxe régressive bonnet blanc du blanc bonnet taxe carbone. Le parti la conservera « temporairement » sous prétexte de recherche de financement alternatif qui pourtant crève les yeux. Ce marché, source supplémentaire de revenu pour la finance qui le gère, remet l'initiative de la dite transition entre les mains des transnationales et des grandes entreprises nationales qui cheminent au rythme trop lent du capitalisme vert. Si jamais les gouvernements sous la pression publique voudraient accélérer la cadence, il suffit aux grandes entreprises d'invoquer l'âpre compétitivité du marché mondial, ce qui les obligerait selon leurs dires à renoncer à investir et même à désinvestir, pour que tout rentre dans l'ordre.

De ce temps-ci, cette pression provient directement du gouvernement Trump ou même ce celui ontarien. Selon le résumé politique du Globe and Mail du premier août : « Le gouvernement fédéral prévoit réduire considérablement la taxe sur le carbone proposée afin de répondre aux préoccupations en matière de compétitivité et de se préparer à une bataille avec le gouvernement de l'Ontario. Des projets de règlements plus tôt cette année ont indiqué que la taxe, qui s'appliquera

aux provinces qui n'appliqueront pas leur propre tarification du carbone, s'appliquerait à environ 30% des émissions d'une entreprise. Cela va maintenant être ramené à 20 p. 100, et aussi bas que 10 p. 100 pour certaines industries particulièrement vulnérables. » (ma traduction)

On ne réagit pas aux Trump et Ford en s'adaptant à la Justin Trudeau mais en les prenant à revers. C'est déjà une défaite pour la gauche d'avoir laissé au nouveau premier ministre ontarien Ford le rejet des marché et taxe carbone. Il faut les rejeter haut et fort comme Ford le fait mais sur une base de gauche. La transition énergétique ne peut pas reposer sur la manipulation des prix ce qui laisse l'initiative au « marché » sous le contrôle des transnationales.

Imiter par la gauche la détermination du droitiste et populiste gouvernement de l'Ontario

Il faut plutôt proposer un mode de financement de gauche (impôt sur le capital, la richesse accumulée y compris la succession, les profits, les revenus élevés, la consommation de luxe). Cette distinction clef donne à un secteur public démocratisé la direction stratégique du plan de transition qui devrait être en fait un plan de rupture avec le « marché ». On rejoindrait ainsi le « dépassement du capitalisme » du programme de Québec solidaire. Un gouvernement Solidaire aura à mettre au pas l'hégémonie capitaliste ce qui implique au minimum l'expropriation des banques et consorts grâce au soutien d'une population mobilisée. Tout le contraire de l'acceptation « temporaire » du marché du carbone.

On objectera que les Solidaires ne pourraient pas mettre cartes sur table par réalisme électoral ? L'anticapitalisme serait-il un casse-gueule électoral ? Est-ce que les Sanders, Corbyn et Mélançon, malgré toutes leurs limites et leurs reculs qui se sont souvent exprimés après coup sous la pression médiatique et affairiste ou par manque de confiance dans les capacités mobilisatrices populaires, auraient-ils pâti électoralement de leur radicalité ? Faudrait-il mentir pour être élu. La politique traditionnelle consiste à aller au centre pour avoir une majorité, soit par la gauche soit par la droite. Cette « extrême-centrisme » est rejeté par l'électorat comme le montre la désaffection envers le PQ et, jusqu'à un certain point, envers les Libéraux n'eut été de leur base non francophone et celle ultra-fédéraliste.

La droite extrême a compris que l'électorat rejette cette gouvernance acceptant le néolibéralisme. Il faut constater comment Doug Ford a non seulement promis le rejet du néolibéral marché du carbone mais qu'il a rapidement passé à l'action quitte à convoquer une session parlementaire en plein mois de juillet. Pendant ce temps Québec solidaire recule sur le marché du carbone et fait croire à l'électorat que la montagne néolibérale accouchera d'une politique sociale-démocrate s'il est au gouvernement. L'électorat ne sera pas porté à suivre un tel parti. Advenant quand même une avancée électorale sur la base de la tactique du moindre mal ou même une victoire par désespérance suite à une grave crise, comme en Grèce en 2015, sa préalable capitulation programmatique provoquera sa capitulation réelle comme pour Syriza sinon avant.

Baisser la cible GES tout en abandonnant au PQ l'alliance avec la gauche écologique

La capitulation de Québec solidaire au « marché » s'est logiquement étendue à la cible intermédiaire 2030 de réduction des GES étant entendu que la cible 2050, trop lointaine pour l'horizon à court et à moyen terme d'une opinion publique et d'une culture politicienne façonnées par le néolibéralisme, n'est pas ressentie comme une contrainte. À remarquer que cette cible de réduction de 95% par

rapport au niveau de 1990 est à peine suffisante puisque maints experts invoquent la nécessité de l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050.

Alors qu'il y a urgence climatique à précipiter une baisse drastique des GES, la direction Solidaire a plutôt évoqué une urgence politicienne justifiée par un secret comité technique acquis au capitalisme vert pour modifier à la baisse, de 67% à 45%, la cible nécessaire pour ne pas dépasser les deux degrés centigrades tendant vers 1.5. La direction aurait voulu 40% mais le Conseil national de mai 2018 a voulu éviter la débandade complète. Cette cible est à peine plus élevée que la cible gouvernementale de 37.5% qui rallie tous les autres partis et une bonne partie du mouvement écologique qui l'a rarement critiquée.

Faut-il se surprendre que pendant que la direction Solidaire mettait toute son énergie à édulcorer l'anticapitaliste parti-pris écologique de son programme à la sauce du marché par soi-disant réalisme électoraliste, elle laissait le PQ pactiser avec la gauche écologiste qui récusait le train aérien REM à classer dans les grands projets inutiles. Malgré que Québec solidaire se soit finalement bien positionné en sortant enfin des boules à mites sa revendication de la gratuité du transport en commun sur dix ans, il s'était laissé damer le pion par le PQ qui avait rejeté le REM en faveur du « Grand Déblocage ». Celui-ci, directement inspiré du « Grand virage » de Coalition Climat Montréal, est devenue la proposition soutenue par l'aile la plus radicale du mouvement écologiste dont le RVHQ, l'AQLPA et les promoteurs du « Grand virage » en passant par la SCFP et Trainsparence [23].

Peu importe que la motivation première du PQ soit électoraliste-nationaliste, le rééquilibrage au bénéfice de l'est de l'Île de Montréal s'impose et le choix de « solutions légères » avec des « technologies connues » sur des « voies existantes » en est un écologique, bon marché, rapide d'exécution et populaire ... [24] et tasse les automobiles. Tandis que le REM, comme le dit le PQ dans sa présentation de son projet c'est seulement 0.13% de voitures de moins et une réduction des GES de seulement 0.12%. Et dire que le REM, au dire du plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable (PMD), sera le seul équipement complété dans la période à part l'autobus rapide sur le boulevard Pie-IX. Mais jusqu'ici, les Solidaires n'ont pas critiqué la PMD, le noyau du plan d'action gouvernemental pour réduire les GES.

Un défi pour la gauche anticapitaliste

Pour la baisse des GES, le Québec en est actuellement à moins 9% par rapport à 1990. Pour atteindre une réduction de 95% en 2050, il faudrait réduire de 8.7% par année chaque année pendant 32 ans. Or les cibles de 45% de réduction en 2030 par rapport à 1990 et de 95% en 2050 impliquent des réductions de seulement 4.1% l'an jusqu'en 2030 mais de 11.3% l'an de 2030 à 2050. Québec solidaire propose donc 12 années « aisés » puis 20 ans de réduction à presque trois fois cette cadence. C'est grosso modo faire ce que font les autres partis, c'est-à-dire pelleter les problèmes en avant ! Par contre, si l'on s'en tient à la décision du congrès de 2016 jeté aux poubelles par la direction Solidaire, il aurait fallu réduire les GES de 8.1% l'an de 2018 à 2030 puis de 9.0% l'an de 2030 à 2050 une fois prise l'air d'allant [25]. Faut-il rappeler qu'il faut réduire les GES plus tôt que tard étant donné les points de bascule à ne pas franchir pour que s'enclenchent les rétroactions qui emballent le réchauffement.

Selon la chaîne télévisée TVA du 23 août, « Québec solidaire mettra l'environnement "au cœur" de sa campagne ». Sans doute le programme de transition Solidaire l'emporta-t-il sur ceux des autres partis. Il est le seul parti à s'opposer au « troisième lien » (un pont autoroutier sur le St-Laurent) de Québec. Mais renouvellera-t-il son opposition au REM ? Sans doute. Proposera-t-il de cesser de

subventionner l'achat des autos électriques ce qui sauvegarde la prédominance de l'auto sur le transport collectif et conserve la trame urbaine automobiliste ? Le programme demeure coi sur le sujet tout comme la direction du parti. Québec solidaire risque de devenir la quatrième roue sociale-libérale du carrosse néolibérale lui conférant ainsi une stabilité systémique qu'il n'avait pas. Ceci dit, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Après tout, le plan de transition n'est pas encore annoncé. Et il restera toujours le congrès de révision du programme de 2019 dont on devine une volonté par la direction d'un coup de barre vers le nationalisme à la Option nationale, nouveau collectif à la mode dans le parti. À la gauche anticapitaliste de relever le défi.

Marc Bonhomme, 26 août 2018,

Notes

[1] Marc Bonhomme, ESSF (article 45439), [Les crises climatique et de la biodiversité chamboulent la lutte sociale](#), 6/07/18

[2] Marc Bonhomme, Le défi du XXI^e siècle quand l'anthropocène vainc l'holocène civilisationnel - Casser la dialectique science - guerre qui mène l'humanité vers sa perte, *Presse-toi-à-gauche*, 8/05/18 :
<http://www.pressegauche.org/Casser-la-dialectique-science-guerre-qui-mene-l-humanite-vers-sa-perte>

[3] Isabelle Hachey, À quoi ressemblera le Québec de 2050 ?, *La Presse plus*, 11/08/18 :
http://plus.lapresse.ca/screens/a107db30-443d-4e87-b3eb-6b05144e387a__7C__0.html

[4] Francine Pelletier, Sale temps pour l'environnement, *Le Devoir*, 8/08/18 :
<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/534040/sale-temps-pour-l-environnement>

[5] Michel Husson, Dix ans de crise... et puis Macron, CADTM, 28/08/17 : graphiques 3 (taux de profit), 4 (parts des salaires dans le revenu national), 5 (finance et commerce mondiale) et 6 (taux de croissance de la productivité) :
<http://www.cadtm.org/Dix-ans-de-crise-et-puis-Macron>

[6] *The Economist*, Ten years after the financial crisis - The patient is in remission, not cured, 4/08/18, ma traduction :
<https://www.economist.com/books-and-arts/2018/08/02/ten-years-after-the-financial-crisis>

[7] Geoffrey Morgan, Despite Alberta's warnings, oil majors Shell and BP are falling in love with carbon capture technology all over again, *Financial Post*, 13/03/18 :
<https://business.financialpost.com/commodities/energy/despite-albertas-warnings-oil-majors-shell-and-bp-are-falling-in-love-with-carbon-capture-technology-all-over-again>

[8] Léna Corot, Ces constructeurs automobiles qui se diversifient dans l'autopartage, *L'usine digitale*, 20/03/18 :
<https://www.usine-digitale.fr/article/ces-constructeurs-automobiles-qui-se-diversifient-dans-l-auto-partage.N668559>

- [9] Radio-Canada (Médium large), La géoingénierie pour contrer les changements climatiques ?, 14/08/18 :
<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/medium-large/segments/chronique/83150/etudes-scientifiques-geoingenierie-changements-climatiques-manuguerra-gagne>
- [10] Comité thématique de Québec solidaire pour l'environnement et l'énergie, Propositions d'argumentaire pour l'élection de 2018. Les références ont été omises.
- [11] Sabrina Speich, Gilles Reverdin, Herlé Mercier, Catherine Jeandel, L'océan, réservoir de chaleur, Ocean and Climate platform, sans date :
<https://ocean-climate.org/?p=4104>
- [12] Agence France-Presse, Le réchauffement climatique pourrait enclencher un cercle vicieux catastrophique, Radio-Canada, 6/08/18 :
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1116766/changement-climatique-cercle-vicieux-catastrophe-rechauffement-co2-methane-environnement>
- [13] Casey Williams, What Happens When the Alt-Right Believes in Climate Change, *The Bullett - Socialist Project*, 17/08/18 :
<https://socialistproject.ca/2018/08/what-happens-when-the-alt-right-believes-in-climate-change/>
- [14] Radio-Canada, Décroissance, vidéos des 14-17-19-21 août 2018 :
<https://www.rad.ca/dossier/dcroissance/111/crise-ecologique-dcroissance-environnement>
- [15] France-Culture, Ungersheim, village en transition, Vidéo multimonde, sans date :
<https://www.facebook.com/multimonde/videos/1173403076133144/UzpfSTE5MDAxMjcxNjY5MDQ5MjQ6MjA5NTMwNTE0MDcyMDQ1OA/>
- [16] Karel Mayrand, Avons-nous vraiment besoin de croissance économique ?, *La Presse*, 11/08/18 :
https://plus.lapresse.ca/screens/cc7d5b34-d1ba-4249-8f0f-9fa089b69830__7C__0.html?utm_medium=Facebook&utm_campaign=Microsite+Share&utm_content=Screen
- [17] Bill McKibben, The Private Sector & Climate Change : Holding Corporations Accountable (YouTube), The Sanders Institute, 24/07/18 :
<https://www.youtube.com/watch?v=dJyDOUZUEWw>
- [18] Naomi Klein, Capitalism Killed Our Climate Momentum, Not "Human Nature", *The Intercept*, 3/08/18 :
<https://theintercept.com/2018/08/03/climate-change-new-york-times-magazine/>
- [19] Roger Rashi lors d'un échange écrit au sein du comité thématique sur l'environnement et l'énergie de Québec solidaire et avec la permission de l'auteur.
- [20] Marc Bonhomme, Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole, *Presse-toi-à-gauche*, 12/09/17 :
<http://www.pressegauche.org/Un-Quebec-independant-de-plein-emploi-ecologique-pour-sortir-du-petrole>
- [21] Québec solidaire annonce un budget équilibré. Mais le budget public selon les normes comptables québécoises, ce sont les dépenses de fonctionnement plus l'amortissement du capital

et les frais d'intérêt et non les nouveaux investissements financés par l'endettement. Comme le Québec ne dispose ni de banque centrale ni de sa propre monnaie, c'est le capital financier qui paie ses investissements. :

[22] Rémi Nadeau, Québec solidaire misera sur un plan de transition énergétique, Journal de Québec, 10/08/18 :

<https://www.journaldequebec.com/2018/08/10/quebec-solidaire-misera-sur-un-plan-de-transition-energetique>

[23] Patrice Bergeron - La Presse canadienne, Des personnalités appuient le remplacement du REM par le projet du PQ appelé le « Grand Déblocage », HuffPost-Québec, 20/04/18 :

https://guce.oath.com/collectConsent?brandType=nonEu&.done=https%3A%2F%2Fquebec.huffpost.ca%2F2018%2F04%2F20%2Frem-caisse-depot-reseau-express-metropolitain_a_23416523%2F%3Fguccounter%3D1&sessionId=3_cc-session_a8e82cae-c375-41f9-be65-3181c47a2abc&lang=fr-ca&inline=false

[24] Parti québécois, Le Grand Déblocage, mars 2018 :

<https://pq.org/deblocage/>

[25] Pour les calculs, on utilisera une calculatrice financière et on prendra comme valeurs initiales ou finales selon le cas, les valeurs de 91 en 2018 (-9% par rapport à 1990 dont l'indice est 100), de 55 (-45%) ou 33 (-67%) en 2030 et 5 (-95%) en 2050.